

Concours : 3^{ème} concours

Epreuve : cas pratique sur un sujet de droit civil et procédure civile

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 1.

Le PACS, pacte civil de solidarité, a été institué par la loi du 15 novembre 1999.

L'article 515-1 du Code Civil définit le PACS comme "un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune".

La notion de vie commune ne se limite pas à une communauté d'intérêts ou à une simple cohabitation des deux personnes. La vie commune suppose entre une vie commune, une véritable vie de couple. C'est la raison pour laquelle le législateur a prévu pour le PACS une liste d'empêchements (article 515-2 du Code civil) qui reprennent les empêchements du mariage visent à prévenir l'inceste ou évitent une violation de l'obligation de fidélité découlant du mariage - Le Conseil Constitutionnel a pu le rappeler dans sa décision du 9 novembre 1999 -

La procédure de mise en place du PACS a évolué dans le temps et a fait notamment l'objet d'une réforme par une loi du 18 novembre 2016 ayant pour objet notamment de simplifier cette procédure.

En l'espèce, Monsieur B et Madame D ont fait enregistrer leur PACS le 17 mai 2011 et ce PACS a été dissous le 18 mai 2015.

La procédure relative à leur PACS était donc régie par les dispositions antérieures au 18 novembre 2016.

N°

1./..7

Un PACS est un contrat pouvant être établi devant Notaire ou non. Il doit être enregistré et publié. Avant la réforme du 18 novembre 2016, c'est le greffier du Tribunal d'Instance où les partenaires du PACS fixent la résidence commune qui enregistrerait le PACS et procéderait à sa publicité.

C'est ainsi qu'en l'espèce Monsieur B et Madame D ont enregistré leur PACS au greffe du tribunal d'instance de Bordeaux.

Il est ensuite fait mention de ce PACS en marge de l'état civil de chacun des partenaires -

L'article 515-3-1 du Code Civil dispose que "le pacte civil de solidarité ne prend effet entre les parties qu'à compter de son enregistrement qui lui confère date certaine. Il n'est opposable aux tiers qu'à compter du jour où les formalités sont accomplies."

Depuis la réforme de 2016, l'article 515-3 du Code civil dispose que l'enregistrement du PACS a lieu devant l'officier de l'état civil de la commune dans laquelle les futurs partenaires fixent leur résidence commune.

La conclusion d'un PACS engage les partenaires d'un PACS à une aide mutuelle et matérielle réciproque. Ces obligations sont fixées à l'article 515-4 du Code Civil qui dispose que les partenaires "s'engagent à une vie commune, ainsi qu'à une aide matérielle et une assistance réciproque. Si les partenaires n'en disposent autrement, l'aide matérielle est proportionnelle à leurs facultés respectives".

Ils sont par ailleurs tenus solidairement à l'égard des tiers des dettes contractées par l'un d'eux pour les besoins de la vie courante, sauf s'il s'agit de dépenses manifestement excessives (article 515-4 alinéa 2).

En revanche, et sauf dispositions contraires dans la convention, l'article 515-5 du Code civil dispose que "chacun des partenaires conserve l'administration, la jouissance et la libre disposition de ses biens personnels. Chacun d'eux reste seul tenu des dettes personnelles nées avant ou pendant le pacte."

Les biens sur lesquels aucun des partenaires ne peut justifier d'une propriété exclusive sont réputés appartenir indistinctement, chacun pour moitié.

Les partenaires peuvent dans la convention, décider de soumettre au régime de l'indivision les biens qu'ils acquièrent, ensemble ou séparément, à compter de l'enregistrement de ces conventions. Ces biens sont alors réputés indivis par moitié (article 515-51 du Code civil).

Il est néanmoins précisé que les partenaires demeurent propriétaires de leurs revenus et non employés à l'acquisition d'un bien, les biens créés, les biens personnels, les biens antérieurs à l'enregistrement de la Convention, les biens acquis par succession ou donation ... (article 515-5-2).

Les partenaires, à défaut d'en avoir disposé autrement dans la convention, ont l'indivision régie par les dispositions légales de l'indivision.

Enfin le PACS a des effets en matière de fiscalité, lesquels sont régis par le Code des Impôts.

Question 2 :

Monsieur B indique avoir réalisé des améliorations à l'immeuble de Madame D :

- des travaux de rénovation de la piscine avaient eu lieu entre 2011 et 2014 durant la période du PACS.
- des travaux de rénovation des chambres des 2 enfants issus d'une précédente union de Madame D, des travaux d'amélioration du jardin, la réalisation et le financement d'un hangar d'une mezzanine, la réfection de peintures et la pose d'un WC et l'aménagement d'une salle d'eau. Ces travaux avaient eu lieu entre 2015 et 2016, étant rappelé que le PACS a été dissous le 18 mai 2015.

Monsieur B souhaite effectuer un recours pour obtenir le paiement des améliorations réalisées sur l'immeuble appartenant à Madame D.

Sur l'existence d'un recours dont dispose Monsieur B pour obtenir paiement de l'ensemble des améliorations.

L'article 2224 du Code Civil dispose que les actions personnelles ou mobilières se prescrivent par cinq ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer. En application de l'article 2236 cette prescription ne court pas entre les partenaires d'un PACS.

En l'espèce le PACS a été dissous le 18 mai 2015. Toute action mobilière ou personnelle entre les partenaires d'un PACS était donc prescrite le 18 mai 2020.

Ne sont cependant pas prescrites, les actions en partage s'il n'y a été procédé et les actions relatives à des faits intervenus depuis le 8 septembre 2015.

Monsieur B dispose d'un droit dans le cadre de l'action en partage et d'un recours pour les sommes versées et améliorations apportées postérieurement au 8 septembre 2015.

L'article L213-3 du code de l'organisation judiciaire et l'article 1136-1 du code de procédure civile disposent que le Juge aux affaires familiales est compétent pour les demandes relatives au fonctionnement des régimes matrimoniaux et des indivisions entre personnes liées par un PACS.

En application de l'article 42 du code de procédure civile, le tribunal du lieu où réside le défendeur est compétent.

Madame B demeurant à Bordeaux, le juge aux affaires familiales de Bordeaux est compétent.

Cependant, Monsieur B souhaite également obtenir paiement d'améliorations postérieures au 8 septembre 2015, effectuées hors du cadre du PACS, son recours devra être effectué devant le tribunal judiciaire de Bordeaux.

Le fondement de l'action devant le juge aux affaires familiales de Bordeaux ne pourra concerner que la liquidation et le partage d'un PACS.

Concours : 3^e concours

Epreuve : Cas pratique sur un sujet de droit civil et procédure civile

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



L'article 157 du Code civil dispose que les partenaires procèdent eux-mêmes à la liquidation des droits et obligations résultant du PACS et qu'à défaut le juge statue sur les conséquences patrimoniales, sans préjudice de la réparation du dommage subi.

Les récompenses entre époux sont alors fondées sur l'article 1469 du Code civil qui dispose que la récompense est, en général, égale à la plus faible des deux sommes que représentent la dépense faite et le profit subsistant. Elle ne peut, toutefois, être moindre que la dépense faite quand celle-ci était nécessaire.

Elle ne peut être moindre que le profit subsistant, quand la valeur empruntée a servi à acquérir, à conserver ou à améliorer un bien qui se retrouve, au jour de la liquidation de la communauté, dans le patrimoine commun.

En l'espèce, il convient donc sur le fondement de ce texte d'évaluer les sommes déboursées par Monsieur B entre 2011 et le 18 mai 2015 au titre d'améliorations. Il convient également d'évaluer la valeur des améliorations apportées à l'immeuble de Madame D - la plus faible de ces deux sommes sera due à Monsieur B à titre de récompense.

Dans le cadre des opérations de partage, Monsieur B ne devrait pas avoir d'autres opérations de compensation puisque celui-ci a contribué aux charges du couple.

Pour les sommes dépensées postérieurement au 18 mai 2015, il convient de procéder à une distinction. Toute

N°

5/..7

action de Monsieur B est prescrite s'agissant des améliorations intervenues entre le 19 mai 2015 et le 8 septembre 2015. S'agissant des améliorations intervenues au delà de cette date, Monsieur B pourra engager un recours sur le fondement de l'enrichissement sans cause et sur l'article 1303 du Code civil qui dispose que celui qui dispose d'un enrichissement injustifié doit, à celui qui s'en trouve appauvri, une indemnité égale à la moindre des deux valeurs de l'enrichissement et de l'appauvrissement.

En l'espèce, il convient donc sur le fondement de ce texte, de faire à encore l'évaluation des dépenses de Monsieur B et l'évaluation de l'enrichissement de fait des améliorations de Madame D pour la période considérée. La plus faible des deux sommes correspondra à l'indemnité due à Monsieur B. Si il est établi que Madame D est de mauvaise foi, la plus forte de ces deux sommes correspondra à l'indemnité due à Monsieur B (article 1303-4).

Question 3 :

Madame D pourra opposer à Monsieur B des moyens de forme et de fond dans le cadre de sa défense.

Dans le cadre des moyens de forme, Madame D pourra soulever tout d'abord des exceptions de procédure, c'est-à-dire en application de l'article 73 du code de procédure civile, tout moyen qui tend soit à faire déclarer la procédure irrégulière ou éteinte, soit à suspendre le cours -

Un tel moyen peut être soulevé par exemple en cas de décision déjà survenue, comme par exemple si la liquidation avait déjà eu lieu.

Il peut également s'agir de la nullité de l'acte introductif d'instance.

Aucun élément dans le cas pratique ne permet d'indiquer qu'il existe des éléments en ce sens mais il s'agit de possibilités à disposition de Madame D.

Madame D pourra également invoquer des fins de non recevoir. Il en est ainsi particulièrement de la prescription d'une partie des demandes telle qu'elle a été étudiée précédemment.

Il est également possible d'indiquer que si un accord était parvenu sur les autres points de la liquidation du PACS entre les partenaires et que ce point ~~avait~~ des dépenses d'améliorations en avait été exclu, la question de la prescription des demandes pour les améliorations ayant eu cours pendant le PACS se pose. Une exception d'incompétence du juge aux affaires familiales serait pourrait être alors également soulevée. Il faudrait qu'elle le soit alors à titre liminaire.

Au fond Madame D disposera de plusieurs moyens pour se défendre.

Tout d'abord, la réalisation d'une expertise sur la valeur des améliorations apportées constituera le premier élément qui permettra d'évaluer réellement si il y a eu de sa part un enrichissement.

Ensuite il conviendra de encore de faire une distinction selon ces deux cas :

- dans le cadre de la liquidation du PACS, Madame D pourra soutenir qu'elle a elle-même des créances qui viennent se compenser. L'article 515-7 du Code Civil dispose à effet qu'il peut y avoir une compensation avec les avantages que leurs titulaires a pu retirer de la vie commune.

Or en l'espèce que Monsieur B a contribué à la vie commune, il y a donc peu de chances que cet argument prospère sauf à ce que Madame D dispose d'autres éléments.

Dans le cadre de l'action d'enrichissement sans cause, Madame D pourra faire valoir des fautes de Monsieur B ou bien encore que Monsieur B a agi dans un cadre qui expliquerait l'existence de ces sommes engagées.

N°

.../...